

Merci Madame la modératrice,

Les Nations Unies ont été créées il y a 70 ans pour mettre fin aux hégémonies, totalitarismes et autres doctrines racistes, discriminatoires et fascistes menaçant le futur de l'Humanité toute entière après deux guerres mondiales.

Et aujourd'hui, en 2016, nous sommes coupables, mesdames et messieurs, oui j'ai bien dit coupables, d'avoir participé à la perpétuation du totalitarisme soit activement pour certains, soit pour la majorité d'entre nous, en restant muets, sourds et aveugles face à l'inacceptable. D'une manière très cynique, nous prétendons être touchés, vouloir venir en aide, dénoncer, mais en même temps nous dépensons des ressources incalculables pour mettre des bâtons dans les roues et mettre à mal les efforts qui sont déployés pour honorer les engagements, les valeurs et les principes de cette grande organisation qu'étaient les Nations Unies.

Madame la modératrice, je voudrais vous féliciter, vous et votre collègue, le Haut Commissaire aux droits humains, et surtout sa prédécesseuse, Madame Navi Pillay, pour la détermination et le courage avec lesquels vous faites, à Genève, ce qui devraient être fait ici, à New York, au siège des Nations Unies : à savoir promouvoir et faire avancer les normes et principes les plus progressifs en matière de droits humains tout en respectant leur indivisibilité et leur universalité.

Il y a seulement 15 jours, mesdames et messieurs, vos collègues représentant les États membres à Genève ont encore adopté une nouvelle résolution pour rendre un peu plus efficace la protection des droits de la Communauté des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexués, en reconnaissant l'urgence de la création d'un bureau de Rapporteur spécial sur l'Orientation sexuelle et l'Identité de Genre. J'espère que comme avec tous les autres Rapporteurs vous saurez voir en lui ou en elle un(e) allié(e) pour passer des promesses de changement à une véritable transformation.

Nous célébrons aussi l'adoption par cette même Assemblée générale du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, le 29 juin dernier, d'une résolution sur l'éradication de toutes les formes de mutilations génitales.

Nous célébrons également le courage et la détermination des États membres de la SADC qui ont collectivement rejeté, une fois pour toutes, la pire forme de pédophilie publique, socialement consentie et oubliée : les mariages précoces et infantiles. Étant limitée par le temps, je demande

aux États membres d'Afrique australe, à la SADC ou à la Commission de l'Union Africaine de bien vouloir partager cette grande expérience avec l'Assemblée.

Nous célébrons enfin la prise de conscience grandissante sur la nécessité de protéger et de respecter les droits des personnes travailleuses du sexe et de limiter la pénalisation à ceux qui les exploitent et violent leurs droits fondamentaux.

Comme nous sommes ici pour nous pencher sur la manière de rendre aux droits humains et à notre Société des Nations leurs lettres de noblesse, nous pensons :

Qu'il est plus qu'urgent et même critique que nous imitions les décideurs et les résistants individuels des années 40 qui, collectivement et avec beaucoup moins de moyens que ceux dont nous disposons aujourd'hui, ont non seulement pu mettre fin à des régimes criminels, assassins et exploités, j'ai nommé l'Allemagne nazie, le Japon impérialiste et même la Russie staliniste, mais ont également fait de leur mieux pour reconstruire les pays, les humains et la planète.

Nous devons refuser de nous taire et entrer en résistance face à toutes les formes de totalitarisme qu'il soit politique, économique, social, religieux ou culturel, qui telles des prédateurs incontournables veulent, tous et toutes nous empêcher d'aimer qui l'on veut, comme on veut et où l'on veut, de faire de notre propre corps ce que l'on veut, quand on le veut et de choisir en collectivité dans le respect de l'Etat de droit, quelle forme notre liberté doit prendre.

Ces forces de l'antitransformation, madame la modératrice, ont aujourd'hui plusieurs visages : gouvernements, corporations, groupes armés illuminés pseudo religieux, et même, malheureusement pour nos amis américains, celui de candidats aux plus hautes fonctions de l'État.

Nous pensons sincèrement, que si nous voulons réussir à transformer notre monde, nous devons dénoncer les atteintes flagrantes, répétées et commises en toute impunité et sans vergogne contre la Démocratie dans ce qu'elle a de plus sacré: le droit et le choix des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les coups d'état, mesdames et messieurs, sont de moins en moins armés et de plus en plus fomentés. La situation du Brésil aujourd'hui, comme du Paraguay, Panama et de l'Egypte hier, est franchement honteuse et inqualifiable. Pourquoi est-ce que dans certains pays on doit respecter le choix des urnes et dans d'autres on trouve normal que la rue ou même le capital, déguisé en défenseurs des droits humains, décident.

Le fait que les organismes régionaux et internationaux pratiquent le minilatéralisme à outrance depuis si longtemps et que les Nations Unies soient devenues un lieu d'exception plutôt que d'universalité ; de tractations plutôt que de solidarité, expliquent sans ambages comment nous en sommes arrivés là.

Quels sont dès lors, me direz-vous, les solutions, voies et moyens pour ce fameux monde meilleur que l'on nous promet depuis si longtemps :

C'est très simple, vous allez voir :

Revenez aux valeurs qui animaient cet endroit il y a 70 ans !

Revenez au principe sacré d'un pays, une voix, en réformant en profondeur les institutions des Nations Unies et en vous libérant, vous l'Assemblée générale des Nations Unies, de l'arrogance, du joug, de l'archaïsme et de l'apatisme criminel du Conseil de Sécurité et surtout de ses Membres permanents.

Donnez les moyens aux Nations Unies de faire leur immense travail. Madame la modératrice et sa collègue la directrice d'ONU Femmes ici présentes sont trop humbles et honorables pour vous dire franchement que leurs organisations qui font tant dans la lutte contre les discriminations et les inégalités, en sont quasiment réduites à faire les fonds de tiroirs, à la fin de chaque mois, pour fonctionner financièrement, retenir des experts, avoir accès aux pays, individus, etc.

Arrêtez donc de pratiquer le chantage au budget, aux réformes de papier ; offrez enfin la sérénité et la tranquillité à ceux et à celles qui en ont besoin pour mettre en œuvre vos résolutions. "Put your pocket where your mouth is to avoid being embarrassed" comme disent mes amis du Nigeria.

Et bien sûr, mesdames et messieurs, élisez, élisez, UNE Secrétaire générale féministe qui aura la santé, la force de conviction et le courage politique de défendre tous les droits, de tous les hommes et de toutes les femmes, de tous les pays reconnus ou non, vivant sous occupation étrangère ou non.

Mesdames et messieurs, nous savons ce que nous devons faire pour soigner et même guérir notre monde. Nous savons que c'est possible car il y a des pays dans toutes les régions du monde où :

- on peut librement aimer et vivre sans avoir à rendre de compte sur son orientation sexuelle et son identité de genre ;
- on peut décider librement d'avoir ou non des enfants, quand et avec qui ;
- on peut refuser un rapport sexuel même à son époux sans craindre d'être violée en toute impunité ;
- on peut participer à des manifestations politiques, culturelles et sociales sans avoir à subir de harcèlement ou de violences sexuelles ;
- on peut se protéger de violences sexuelles, de maladies sexuellement transmissibles, de grossesses non désirées et d'avortements clandestins grâce à un accès gratuit et universel à la planification familiale et à l'éducation sexuelle intégrale, sans distinction de genre, d'âge, d'orientation sexuelle, de handicap ou d'état civil.

Bref, Monsieur le président, Madame la modératrice, les féministes défenseuses des droits humains que nous sommes et nos alliés et camarades de lutte ne demandons rien de nouveau : juste que vous soyez cohérents, que vous appliquiez les principes contenus dans la charte de l'organisation à laquelle vous avez tous décidé volontairement d'adhérer. Vous avez accepté, lors de votre adhésion, de tenir votre parole, de protéger ces valeurs et d'honorer vos engagements.

Si certains de vos gouvernements et pays pensent que ces principes de non-discrimination et d'égalité ne leur conviennent pas, ne correspondent pas à leur tradition culturelle, religieuse, morale, et je vous en passe, je pense qu'il est du devoir de tous les autres États membres et du Secrétaire général des Nations Unies, de leur rappeler ce que tout un chacun est libre de faire, même quand il est membre d'une association de quartier : partir !

Mesdames et messieurs, et je terminerai ici : oui, vous avez bien entendu, « partir », « leave », « UNexit », car je pense sincèrement que mieux vaut avancer doucement à 170 que reculer rapidement à 195.

Merci,

